

CONVENTION DE FONDS DE CONCOURS
entre Dijon Métropole
et la Commune de Longvic, membre de Dijon Métropole
Travaux d'aménagement de la route de Dijon et des rues Dorgelès et Prévôts

ENTRE

Dijon Métropole, sise 40, avenue du Drapeau - CS 17510 - 21075 Dijon Cedex, représentée par son Président en exercice, Monsieur François REBSAMEN, dûment habilité par délibération du Conseil métropolitain en date du 30 mars 2018,

désigné ci-après « Dijon Métropole », ou « la Métropole »,
d'une part,

ET

La Commune de Longvic sise allée de la Mairie à Longvic (21 600), représentée par son Maire en exercice, Monsieur ALMEIDA José, dûment habilité par délibération du Conseil municipal en date du

ci-après désignée « la Commune »,
d'autre part,

ci-après désignées ensemble « les Parties ».

Vu le code général des collectivités territoriales, et notamment ses articles L.5215-32 11° et L.5215-26 ;

Il est convenu et arrêté ce qui suit.

PRÉAMBULE

Dans le cadre de la compétence « création et entretien de voirie », Dijon Métropole doit réaliser, en 2018 et 2019 des travaux de voirie sur la commune de Longvic. Au-delà des investissements de voirie financés par Dijon Métropole, certaines communes peuvent ponctuellement réaliser des opérations plus importantes en apportant un complément de financement par voie de fonds de concours.

Dans ce contexte, la commune de Longvic a décidé de participer financièrement par voie de fonds de concours communal afin de réaliser des travaux d'aménagement de la route des Dijon, des rues Dorgelès et des Prévôts .

ARTICLE 1 - OBJET DE LA CONVENTION

La présente convention a pour objet de préciser les modalités de participation financière de la commune de Longvic pour la réalisation de travaux d'aménagement :

- de la route de Dijon entre la rue des Marronniers et la rue des Prévôts
- de la rue Dorgelès, sur 115 ml depuis de la route de Dijon
- de la rue des Prévôts, sur 65 ml depuis de la route de Dijon

ARTICLE 2 – FINANCEMENT

Le coût prévisionnel (travaux + MOE+ SPS) de l'opération est estimé à 1 146 900€ hors taxe.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENT DE LA COMMUNE

La Commune s'engage à participer, sous la forme de fonds de concours, au financement de l'opération susvisée à hauteur de 50% du coût de l'opération hors taxe plafonné à 573 450€ hors taxe.

Le versement du fonds de concours interviendra en deux versements, à savoir :

- 30 % au démarrage des travaux sur présentation de l'ordre de service de démarrer les travaux), soit 172 035€
- le solde à l'issue des travaux sur présentation d'un état récapitulatif des dépenses réalisées, visé par le comptable public de Dijon Métropole.

ARTICLE 4 – ENGAGEMENT DE LA METROPOLE

Dijon Métropole s'engage à réaliser les travaux pour lequel le fonds de concours a été attribué.

4.1 - Réalisation du projet

Dijon Métropole s'engage :

- à réaliser les travaux pour lequel le fonds de concours a été attribué.
- à réaliser ou faire réaliser les investissements objet de la présente convention, dans un délai maximum de quatre ans,
- à employer l'intégralité du fonds de concours de la Commune pour mener à bien le programme décrit à l'article 1er, à l'exclusion de toutes autres opérations,
- à faire connaître à la Commune, sur demande de cette dernière, les autres financements publics et privés dont elle dispose au titre de ce projet.

4.2 - Information et contrôle

Dijon Métropole s'engage à :

- transmettre à la Commune, sur demande de cette dernière, tous documents ou renseignements afférents à la réalisation des investissements définis à l'article 1 ;
- faire état, le cas échéant, du financement de la Commune, sur les différents supports de communication ou d'information du public afférents à ces investissements ;
- transmettre à la Commune, sur demande de cette dernière, un bilan de réalisation des opérations.

ARTICLE 5 - INFORMATION ET COORDINATION

Les Parties conviennent de mutuellement se partager l'ensemble des informations liées à l'exécution de la présente convention.

Durant la totalité du processus la Direction Générale Déléguée des services techniques (DGST) de Dijon Métropole constituera l'interlocuteur principal de la Commune.

De manière générale, les Parties s'engagent mutuellement à se communiquer tout document ou toute pièce justificative nécessaire à la réalisation des investissements définis à l'article 1 et à l'exécution de la convention.

ARTICLE 6 – MODIFICATIONS DE LA CONVENTION

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention d'un commun accord entre les Parties, fera l'objet d'un avenant ne nécessitant pas l'approbation du conseil métropolitain, sous réserve :

- que l'économie générale de la convention ne soit pas modifiée ;
- que les opérations définies à l'article 1 ne soient pas remises en cause.

ARTICLE 7 – SANCTIONS

La Commune se réserve le droit de ne pas verser le fonds de concours à Dijon Métropole, ou de faire mettre en recouvrement par le Trésorier municipal, sur présentation d'un titre de recettes émis par elle, le montant intégral du fonds de concours versé dans les hypothèses indiquées ci-après :

- en cas de manquement total ou partiel du bénéficiaire à l'un quelconque des engagements et obligations issus des présentes ;
- en cas d'inexactitude sur les informations fournies et les déclarations faites par la Métropole à la Commune ;
- en cas d'abandon du projet défini à l'article 1er,
- en cas de non présentation à la Commune par Dijon Métropole des documents énumérés à l'article 4, dans les conditions définies par cet article,
- en cas de refus de communication par la Métropole des documents comptables de nature à vérifier l'affectation du fonds de concours.

ARTICLE 8 – RÉSILIATION DE LA CONVENTION

En cas de mise en œuvre des dispositions visées à l'article 7 précité, la présente convention sera résiliée de plein droit et sans indemnités, sauf cas de force majeure ou accord exprès de la Commune.

ARTICLE 9 - LITIGES ET ATTRIBUTION JURIDICTIONNELLE

En cas de difficulté quelconque liée à la conclusion ou l'exécution de la présente convention, quels qu'en soient la cause ou l'objet, il est expressément convenu, et ce avant tout recours contentieux, que les parties procéderont par voie de règlement amiable. Pour ce faire, les parties s'obligent à entamer, sans délai et sans condition préalable, des négociations aux fins de résoudre tout différend.

En cas d'échec des voies amiables de résolution, toute action contentieuse devra être soumise au Tribunal administratif de Dijon, compétent en la matière.

ARTICLE 10 – DUREE DE LA CONVENTION

La présente convention est conclue pour une durée maximale de quatre ans à compter de la date de sa signature par la dernière des deux parties.

Fait à Dijon, le
(en deux exemplaires)

François REBSAMEN,
Ancien Ministre,
Président.

Pour la Commune de Longvic
Le Maire,

José ALMEIDA

Notifiée le